



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving
PWGSC
33 City Centre Drive
Suite 480C
Mississauga
Ontario
L5B 2N5
Bid Fax: (905) 615-2095

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

This Document contains a Security Requirement.

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5

Title - Sujet Environmental Services - RISO	
Solicitation No. - N° de l'invitation EQ447-180276/A	Date 2017-09-22
Client Reference No. - N° de référence du client EQ447-180276	Amendment No. - N° modif. 005
File No. - N° de dossier TOR-7-40033 (018)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-018-7346	
Date of Original Request for Standing Offer Date de la demande de l'offre à commandes originale 2017-08-24	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-10-10	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Pan, Long	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Telephone No. - N° de téléphone (905) 615-2076 ()	Buyer Id - Id de l'acheteur tor018
FAX No. - N° de FAX () -	
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

LA MODIFICATION DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS n° 05 A POUR BUT D'APPORTER DES MODIFICATIONS ET DE RÉPONDRE À DES QUESTIONS DE L'INDUSTRIE.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question no 53

Référence :

DOC – Tous les volets – Critères techniques cotés par points – Expérience des ressources

Question n° 53 :

Dans les volets 1, 2 et 3, sous Expérience des ressources, il y a un modèle suggéré pour la description de projet demandée. Y a-t-il également une limite de 1 500 mots sur les descriptions des ressources associés aux projets comme c'est le cas pour les descriptions de l'entreprise?

Réponse n° 53 :

Pour tous les volets, les présentations de projets sous Expérience des ressources ne doivent pas dépasser 1 500 mots par projet. Ces projets sont évalués dans les Critères techniques cotés, sous Expérience des ressources, dans la section « Expérience de projet ». Sous « Rôles et responsabilités de la ressource », on suggère à l'offrant d'utiliser le tableau donné en exemple dans la DOC pour fournir l'information demandée pour chaque projet. Un format autre sera accepté s'il contient toute l'information requise. Pour chaque projet sous chaque catégorie de ressource, les réponses ne doivent pas dépasser 1 500 mots.

Question n° 54

Référence :

DOC – Tous les volets

Question n° 54 :

Pouvez-vous confirmer que les travaux pour la présente OCIR seront réalisés seulement dans la région de l'Ontario ou est-ce que TPSGC cherche à obtenir un soutien dans les régions de l'Atlantique et du Pacifique, dans la région centrale et dans le Nord?

Si on s'attend à une proposition de services pour l'ensemble du Canada, le soumissionnaire doit-il fournir les services dans toutes les régions ou peut-il se qualifier seulement pour une région?

Réponse n° 54 :

Les travaux associés à la présente OCIR seront réalisés dans la région de l'Ontario seulement.

Question n° 55

Référence :

DOC – Tous les volets

Question n° 55 :

À la page 9 de 143 de la DOC, on peut lire : Section I : Soumission technique (quatre copies papier et

deux copies électroniques sur clé USB). Voulez-vous une clé USB contenant deux copies de la soumission technique ou plutôt deux clés USB contenant chacune une copie de la soumission technique?

Réponse n° 55 :

Le Canada demande au soumissionnaire de fournir deux clés USB contenant chacune une copie de la soumission technique.

Question n° 56

Référence :

DOC – Volet 2 – Critères techniques cotés – Gestion des capacités sous Expérience de l'entreprise

Question n° 56 :

Dans le volet 2, C3 – Gestion des capacités, la DP indique : En plus des ressources proposées précisées dans l'organigramme pour l'exigence O3, l'offrant devra dresser la liste de toutes les ressources de projet ayant la capacité, les titres et l'expertise requis pour fournir la pleine gamme de services et de produits livrables énumérés dans les Services requis. Afin de démontrer notre capacité :

- a. Devons-nous présenter des CV pour chacune des ressources présentées au C3?
Ou
- b. S'il n'est pas nécessaire de présenter des CV, est-ce suffisant de dresser la liste des ressources avec leur nom et leur titre (p. ex., prénom et nom, M.Sc., ing.) pour démontrer la capacité et obtenir tous les points?

Réponse n° 56 :

Réponse au point a : « Non, il n'est pas nécessaire de présenter les CV des ressources supplémentaires. »

Réponse au point b : « L'offrant doit fournir le nom des ressources, les années d'expérience pertinentes, les titres et les diplômes pour démontrer qu'il compte sur l'expertise, la capacité et l'expérience requises pour offrir la pleine gamme de services et de produits livrables énumérés dans les Services requis. »

Question n° 57

Référence :

DOC – Tous les volets

Question n° 57 :

Concernant les sections O3 et C3 du volet 1 et les sections O4 et C4 du volet 3, pouvez-vous confirmer le nombre de CV requis au total au volet 1 et au volet 3 pour obtenir le nombre maximum de points? Nous lisons respectivement 55 et 8, mais la formulation ne nous semble pas claire.

Réponse n° 57 :

Dans tous les volets, des CV sont requis seulement pour les ressources proposées aux postes clés sous les Critères techniques obligatoires. Des CV ne sont pas requis pour les ressources supplémentaires indiquées sous Critères cotés-> Expérience de l'entreprise-> Gestion des capacités.

Question n° 58

Référence :

DOC – Volets 1 et 3 – Critères techniques cotés – Gestion des capacités

Question n° 58 :

Concernant la section C3 du volet 1 et la section C4 du volet 3, est-ce suffisant de fournir un tableau indiquant le nom de la ressource, la catégorie et les années d'expérience pour démontrer la capacité exigée aux volets 1 et 3?

Réponse n° 58 :

L'offrant doit fournir le nom des ressources, les années d'expérience pertinentes, les titres et les diplômes pour démontrer qu'il compte sur l'expertise, la capacité et l'expérience requises pour offrir la pleine gamme de services et de produits livrables énumérés dans les Services requis.

Question n° 59

Référence :

DOC – Volet 3 – Critères techniques obligatoires – O3 et Critères techniques cotés – C2

Question n° 59 :

Concernant les sections O3 et C2 pour les projets EES de phase II exigés, est-ce que les travaux réalisés dans le cadre d'une EES de phase III comptent dans la description de projet (portée, coûts, etc.) étant donné que l'EES de phase III a une portée similaire à l'EES de phase II et en est une prolongation?

Réponse n° 59 :

Les travaux réalisés dans le cadre d'une EES de phase III peuvent satisfaire aux exigences d'une EES de phase II.

Question n° 60

Référence :

DOC – Tous les volets

Question n° 60 :

Dans la section 7.2 de la partie 7 et dans les exigences obligatoires de chaque volet, quelles sont les exigences en matière de sécurité au moment de la présentation d'une soumission. Il nous semble qu'il n'y a aucune exigence avant l'attribution du contrat. Est-ce juste?

Réponse n° 60 :

Veuillez consulter le paragraphe 2) de la section 6.1 de la partie 6. L'organisation doit détenir une attestation de sécurité d'organisation pour accéder à des contrats de niveau protégé. L'offrant doit détenir une cote de sécurité d'organisation valide à la date de clôture des soumissions. Les offrants doivent fournir une preuve de conformité à cette exigence dans leur proposition.

Comme on l'indique dans la section 7.2.2 de la partie 7, avant d'envoyer la commande subséquente à une offre à commandes, les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir

accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une COTE DE FIABILITÉ en vigueur délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC

Question n° 61

Référence :

DOC – PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Question n° 61 :

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – 1.2, Sommaire (modifiée en vertu de la modification 3) : Pouvez-vous fournir des explications au sujet de la définition d'une coentreprise que TPSGC sous-entend dans cette section? En d'autres termes, quelle forme de relation entre deux parties ou plus est considérée comme une coentreprise dans le cadre de cette DP?

Réponse n° 61 :

Comme on le décrit dans la section 2.1, Instructions, clauses et conditions uniformisées de la partie 2 du DOC, les soumissionnaires qui soumissionnent à titre de coentreprise doivent respecter les instructions uniformisées décrites au paragraphe 17 – Coentreprise du document 2006 (2017-04-27) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels. La partie qui respecte la définition de coentreprise est considérée comme membre de la coentreprise aux fins de l'évaluation de la soumission.

Question n° 62 :

Référence :

DOC – Volets 1 et 2

Question n° 62 :

J'aurais une question concernant les volets 1 et 2. Portée des travaux, (iv) autres, page 35 : À la lumière de la modification n° 3 du document de modification n° 001, pouvez-vous confirmer qu'un entrepreneur ne peut pas avoir recours à un sous-traitant pour fournir des services environnementaux spécialisés comme l'archéologie ou le patrimoine bâti?

Réponse n° 62 :

Veuillez vous reporter à la question et à la réponse n° 8 de la modification 03 du DOC.

Question n° 63

Référence :

DOC – Volet 3 – Critères techniques cotés – C8

Question n° 63 :

La réponse pour le critère Rôles et responsabilités de la ressource (C8 du volet 3) doit-elle être fournie dans les CV limités à deux pages?

Réponse n° 63 :

Pour chaque projet sous chaque catégorie de ressource, les réponses ne doivent pas dépasser 1 500 mots. Toutefois, si l'offrant a l'intention de répondre dans un CV, le Canada recommande à l'offrant de limiter le CV de la ressource à deux pages. Pour présenter des projets qui répondent au C8, on suggère à l'offrant d'utiliser le tableau donné en exemple dans la DOC pour fournir l'information demandée pour chaque projet. Un format autre sera accepté s'il contient toute l'information requise.

Question n° 64**Référence :**

DOC – Modification n° 3 – Document de modification n° 001

Question n° 64 :

Modification n° 3, document de modification n° 001 : TPSGC peut-il confirmer qu'on ne peut faire appel à des sous-traitants pour n'importe laquelle des ressources proposées? En est-il de même pour les postes clés et les autres experts de l'équipe mentionnés sous Gestion des capacités, ce qui empêche les sous-traitants de remplir n'importe quelle exigence de ressources de ce contrat? Bien qu'on mentionne que la formation d'une coentreprise est acceptable, l'ampleur du projet ne permettrait généralement pas de combler les coûts de la formation d'une coentreprise formelle, étant donné le plafond du prix des contrats de plusieurs des volets. En raison de cela, de nombreuses entreprises de qualité ne peuvent pas participer à ce processus concurrentiel. TPSGC peut-il expliquer pourquoi on ne peut pas faire appel à un sous-traitant comme ressource proposée sauf dans une coentreprise, puisque l'entreprise retenue a l'entière responsabilité de la livraison du projet?

Réponse n° 64 :

Reportez-vous à la question et à la réponse n° 61. Le Canada a tenu compte de diverses exigences opérationnelles et de la capacité de l'industrie. Il a été décidé qu'on ne pourrait pas faire appel à des sous-traitants comme ressource proposée pour les postes clés ni comme ressource supplémentaire sous Expérience de l'entreprise, Gestion des capacités.